

Sophie Blanc dénonce l'abandon de l'État face à la situation indigne du commissariat de Perpignan

Ville de Perpignan | 22-10-2025 | 11:31



Sophie Blanc / GN

La députée des Pyrénées-Orientales et conseillère régionale d'Occitanie, Sophie Blanc, a vivement dénoncé ce qu'elle qualifie de « désengagement total du gouvernement en matière de sécurité », après son intervention devant le nouveau ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, lors de la Commission des Lois à l'Assemblée nationale.

Mme Blanc a rappelé que le commissariat de Perpignan se trouve dans une situation « critique et indigne d'un État démocratique », notamment depuis son évacuation d'urgence début 2024 en raison de fissures importantes apparues sur les murs et le sol. « Les conditions de travail de nos policiers se sont encore dégradées. Les locaux sont insalubres, indignes et totalement inadaptés aux missions essentielles de sécurité publique », a-t-elle souligné.

La députée a rappelé qu'en 2020 déjà, la municipalité de Perpignan avait mis à disposition un terrain situé dans le quartier Saint-Assiscle pour accueillir le futur commissariat « un site validé par la Direction de l'immobilier de la Police nationale », mais que l'État est resté totalement inactif depuis.

Lors de la séance, le ministre Nuñez a reconnu qu'« en l'absence de dotations budgétaires », une « initiative locale partenariale » pourrait être envisagée, une réponse que Sophie Blanc juge « consternante, mais peu surprenante de la part d'un ministre issu de la technocratie macroniste ».

La députée dénonce également une volonté du gouvernement, comme dans le dossier du Palais de Justice, de faire supporter aux collectivités territoriales le financement d'infrastructures relevant des missions régaliennes de l'État. « Nos policiers ne peuvent plus attendre. La sécurité ne peut pas être un simple slogan ni une variable d'ajustement budgétaire, alors que ceux qui la garantissent travaillent dans des conditions indignes », a-t-elle averti.

Sophie Blanc affirme qu'elle continuera à interpeller le gouvernement afin que la question du nouveau commissariat de Perpignan devienne enfin une priorité nationale, concluant par un message sans équivoque :

?Nos policiers et les Perpignanais peuvent compter sur moi.?

Autor: Redacció